

Après une formation en philosophie et sciences humaines, François Schaller, né à Porrentruy en 1920 et décédé à Lausanne en 2006, est resté très attaché à l'Ajoie. Une carrière de journaliste l'amène à la direction de *L'Agefi*, quotidien de l'Agence économique et financière à Genève. Professeur d'économie à l'Université de Lausanne, président du Conseil de banque de la Banque nationale suisse, il se fait connaître pour ses positions sur l'Union européenne et la politique européenne de la Suisse.

A l'époque du Traité de Maastricht, les Suisses refusent en 1992 d'adhérer à l'Espace économique européen. C'est la fin des velléités d'adhésion à l'Union européenne. Cette singularité alimente encore aujourd'hui un malaise diffus mais permanent, en Suisse comme en Europe. Rédigé par un eurosceptique et anti-adhésionniste de la première heure, ce livre rassemble cinq essais rédigés dans l'atmosphère des débats passionnés qui ont lieu en Suisse à propos des relations avec l'Europe. Publiés une première fois en 2005 sur Internet, ils sont réunis dans un ouvrage paru à l'occasion des vingt ans du vote historique de 1992. Deux textes récents les précèdent, dont l'un intitulé *L'Esprit de résistance*. Résister à l'Union Européenne, c'est d'abord refuser que les pratiques démocratiques soient suspendues au nom d'impératifs politiques qui les transcendent. C'est résister à la tentation post-démocratique qui caractérise notre époque

### **Les premières lignes du livre**

Après la décision des Suisses de ne pas adhérer aux institutions de l'Espace économique européen, ce qui revenait en fait à ne pas vouloir faire partie de l'Union européenne, les origines et implications de cette importante orientation se sont dissipées. Ce qui apparaissait à l'époque comme intellectuellement impossible et moralement scandaleux - ne pas s'engager dans un grand ensemble politique continental bienfaisant dont les Suisses étaient censés partager les valeurs - est devenu presque banal aujourd'hui. La Suisse est indépendante de l'Union européenne. Dans leur grande majorité, les Suisses ne veulent pas qu'il en soit autrement.

«Comme cela s'est déjà produit dans l'histoire, le sentiment reste néanmoins répandu et persistant - en Suisse comme en Europe - que cette situation ne pourra pas durer. L'indépendance d'un petit État entouré d'un grand ensemble unifié n'est-elle pas forcément illusoire ? Quels sont au juste les avantages s'il passe son temps à s'adapter à cet environnement souvent hostile, sans pouvoir participer aux décisions qui le concernent indirectement, ni aux grands moments de la construction européenne en marche ? Eurosceptique et anti-adhésionniste de la première heure, je n'ai jamais cessé d'écrire sur ces thèmes fondamentaux pour l'Europe et la Suisse.

«Je suis devenu moins eurosceptique avec le temps. Sur l'euro par exemple. Avant son introduction, je faisais partie des contempteurs d'un projet monétaire dont les motivations paraissaient exclusivement politiques. Maintenant que l'euro existe depuis plus de dix ans, le retour intégral à des monnaies nationales ne me semble pas non plus une bonne solution. La crise actuelle de l'endettement public (insolvabilité et sauvetage de la Grèce en particulier) montre que l'Allemagne, la France, l'Union et ses États membres sont capables prendre des risques économiques importants (y compris la récession), de consentir à de grands sacrifices financiers pour que ce genre d'épreuve fasse avancer la cohésion européenne (celle-ci devant in fine résoudre tous les problèmes...). L'histoire dira s'il s'agissait d'une nouvelle fuite en avant de type millénariste, ou d'une étape importante dans la réalisation d'un projet historique

nécessaire et globalement positif.

«Je n'ai toujours pas de doute en revanche sur la légitimité du statut d'*outsider* de la Suisse. Les Suisses ont le droit de ne pas vouloir adhérer. Si l'Union européenne n'est pas une triviale et décevante superpuissance impériale en devenir, elle n'a aucune raison d'exercer des pressions sur la Suisse pour en obtenir ce qu'elle veut. Réduire à de simples rapports de force les relations internationales contemporaines, basées sur le respect des petites nations (en matière de voisinage en particulier), équivaudrait à une terrible régression. Surtout lorsque ce genre de dérive est toléré, ou même favorisé au nom de principes supérieurs relevant de l'ordre et de la morale. Résister devient un devoir. Au mieux une attitude, une disposition d'esprit.